



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter :	172 789 354,38 €
- Résultat d'investissement hors reports :	-119 127 531,27 €
- Solde des reports d'investissement :	-28 397 409,93 €
- Besoin de financement de la section d'investissement :	147 524 941,20 €

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, suite à la suppression du budget annexe de l'eau potable au 31 décembre 2021, il convient de transférer les résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal.

Afin de transférer les résultats du budget annexe eau potable au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction des résultats du budget annexe eau potable avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

-001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	118 625 567,61 €
(Contraction des résultats du budget principal 119 127 531,27€ - budget annexe eau potable 501 963,66 €)	
-1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	147 524 941,20 €
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	30 168 616,84 €
(Contraction des résultats du budget principal 25 264 413,18 € + budget annexe eau potable 4 904 203,66 €)	
- 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 3 714 542,22 €;	
- 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 501 963,66 €.	

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 147 524 941,20 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 25 264 413,18 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	119 127 531,27 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	147 524 941,20 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	25 264 413,18 €
- D'autoriser la reprise des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.